

ASSEMBLÉE NATIONALE

4 octobre 2013

GARANTIR L'AVENIR ET LA JUSTICE DU SYSTÈME DE RETRAITES - (N^o 1400)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENTN^{os} 1468 à 1482présenté par
Mme Fraysse

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 14, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 242-10 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 242-10-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 242-10-1.* – Les entreprises d'au moins vingt salariés et dont le nombre de salariés à temps partiel est au moins égal à 20 % du nombre total de salariés de l'entreprise sont soumises à une majoration de 10 % des cotisations dues par l'employeur au titre des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales pour l'ensemble de leurs salariés à temps partiel. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de majorer de 10 % les cotisations sociales patronales des entreprises de plus de 20 salarié-e-s comptant dans leurs effectifs au moins 20 % de salarié-e-s à temps partiel, afin de décourager le recours au temps partiel subi et inciter à l'accroissement de la durée d'activité.

La baisse du coût du travail via les exonérations de cotisations sociales patronales, fil conducteur des politiques libérales de l'emploi, fait largement débat aujourd'hui dans la mesure où l'efficacité quantitative en matière de création d'emploi reste à chiffrer alors que les effets négatifs sur la qualité de l'emploi et l'effet « trappes à bas salaires » sont démontrés. Le coût pour le budget de l'État et le manque à gagner pour la protection sociale se chiffre à plus de 30 milliards d'euros.

Il faut également noter que parmi les salarié-e-s à temps partiel, 82 % sont des femmes et que si, entre 60 et 64 ans, toutes les femmes n'ont pas liquidé leurs droits à pension, c'est que certaines attendent l'âge de 65 ans pour compenser les effets d'une carrière incomplète et accéder au bénéfice du taux plein pour le calcul de leur pension. C'est le cas de près de trois femmes sur 10 dans la génération de 1938, contre un homme sur 20.

Parmi d'autres mesures, les auteurs du présent amendement proposent d'y remédier en pénalisant les entreprises ayant fortement recours au temps partiel.

Ces amendements identiques ont été déposés par 15 députés :

Adt n°	1468	de	Mme	Jacqueline Fraysse
Adt n°	1469	de	M.	André Chassaigne
Adt n°	1470	de	M.	Marc Dolez
Adt n°	1471	de	M.	François Asensi
Adt n°	1472	de	M.	Bruno Nestor Azerot
Adt n°	1473	de	Mme	Huguette Bello
Adt n°	1474	de	M.	Alain Bocquet
Adt n°	1475	de	Mme	Marie-George Buffet
Adt n°	1476	de	M.	Jean-Jacques Candelier
Adt n°	1477	de	M.	Patrice Carvalho
Adt n°	1478	de	M.	Gaby Charroux
Adt n°	1479	de	M.	Alfred Marie-Jeanne
Adt n°	1480	de	M.	Jean-Philippe Nilor
Adt n°	1481	de	M.	Nicolas Sansu
Adt n°	1482	de	M.	Gabriel Serville